

Herwig BIRG

Dynamisme économique et démographie. De l'harmonie préétablie à la disharmonie

---

## I. INTRODUCTION

La France et la République fédérale d'Allemagne, voisins de part et d'autre du Rhin, sont aux antipodes en matière de démographie. Alors que la République fédérale d'Allemagne a le taux net de reproduction le plus bas de tous les pays développés du monde, la France affiche le taux le plus haut parmi les autres pays fortement industrialisés de l'Europe. Ce seul fait justifie que nous portions une attention particulièrement soutenue à l'évolution démographique en France et en Allemagne. Il y a par ailleurs tout un ensemble d'autres arguments en faveur d'un colloque de ce genre, et je voudrais remercier les deux organisateurs de cette rencontre, l'Institut Franco-Allemand de Ludwigsburg et le Centre d'Information et de Recherche sur l'Allemagne Contemporaine de Paris, d'avoir choisi le thème de l'évolution démographique comme objet principal de leur coopération cette année. Il faut bien avouer qu'en République fédérale, il n'y a guère de thématique dont l'importance soit à ce point liée à une ignorance si élémentaire. Il n'y est toujours pas de bon ton, parmi les intellectuels, de discuter des problèmes démographiques, et encore moins d'être précisément informé sur le sujet. C'est encore un point où, du moins vu de l'extérieur, la France se distingue nettement de son voisin.

Etant donné que je concentrerai le contenu de mon intervention sur la France et la République fédérale d'Allemagne, je me permettrai, tout au moins en introduction, d'esquisser le schéma historique et global de l'évolution démographique. Dans ce but, je vais tout d'abord évoquer rapidement l'histoire de la pensée démographique, et donc aussi l'oeuvre d'un homme qui est internationalement reconnu comme l'un des fondateurs de la démographie.

## II. LES NOMBREUSES FACETTES DES PROBLEMES DEMOGRAPHIQUES

En 1741, le prieur berlinois Johann Peter Süssmilch (1707-1767) publia les premières prévisions démographiques à l'échelle mondiale, sur la base d'évaluations de la densité maximale en économie rurale. A l'époque, on considérait que le meilleur indicateur pour la prospérité d'un peuple était une population élevée. L'espérance de vie moyenne était alors, en Europe, de 30 à 40 ans. Aujourd'hui, dans les pays occidentaux, un homme sur deux vit au-delà de 75 ans, et une femme sur deux au-delà de 80 ans. Mais, à la différence du XVIIIe siècle, ce n'est plus la taille de la population qui sert de critère de prospérité. En République fédérale, beaucoup de personnes pensent même qu'il est inutile de comptabiliser la population, comme l'ont bien montré les tentatives de boycott du recensement. Le concept de croissance démographique est aujourd'hui devenu synonyme,

partout dans le monde, de pauvreté, d'épuisement des ressources et de régression sociale.

Lorsque Süssmilch procéda à ses évaluations, moins d'un milliard d'hommes vivaient sur la terre; Süssmilch pronostiqua que la terre pouvait nourrir au moins 7 milliards d'êtres humains. La limite maximum peut varier, selon que les hommes continuent ou non à se nourrir en grande partie de produits d'origine animale. Aux USA et en Europe, on consomme 3400 kilocalories par tête et par jour, mais pour produire cette masse de calories il faut utiliser, tout au long de la chaîne alimentaire animale et végétale, jusqu'à 15000 kilocalories d'énergie d'origine végétale, car le processus de transformation de l'énergie d'origine végétale en produits alimentaires d'origine animale s'accompagne d'une importante perte d'énergie. Le besoin total en énergie d'origine végétale par tête et par jour dépend essentiellement du mode de nutrition: en Asie du Sud, la consommation d'énergie végétale par tête et par jour représente un cinquième de la consommation en Amérique du Nord. Dans le cas d'une consommation moyenne de 9000 kcal, la terre pourrait nourrir 7,5 Mrd d'êtres humains, et 11 Mrd pour une consommation journalière de 6000 kcal. La limite maximum ne dépend pas uniquement de la consommation d'énergie, mais aussi de la répartition de la propriété foncière, du degré d'exploitation des terres, des capacités exportatrices des pays contraints d'importer des produits alimentaires, de la répartition des produits alimentaires par régions à l'intérieur des pays, des possibilités de transport et de stockage, et de tout un ensemble d'autres grandeurs. Il en ressort qu'à l'avenir, à cause des progrès de productivité de l'agriculture, les facteurs limitatifs de la croissance ne seront pas d'ordre alimentaire, mais relèveront de la problématique de l'environnement.

Depuis les années soixante de notre siècle (et probablement depuis plus longtemps), non seulement le produit mondial, mais aussi la masse des produits alimentaires produits dans le monde, augmentent plus vite que la population mondiale, ce qui fait que la production par habitant augmente constamment. Ceci s'applique aussi au groupe des pays en voie de développement. Ce que l'on appelle le problème de la faim dans le monde s'est en fait avéré être un problème ne concernant que certaines régions spécifiques du monde, surtout l'Afrique et des pays comme l'Afghanistan, le Bangladesh, le Salvador, Haiti et la Jordanie. En ce qui concerne le problème alimentaire, on peut généraliser: tant que les catastrophes écologiques restent limitées localement, il n'y a pas de problèmes démographiques au plan mondial, mais uniquement au plan régional, comme par exemple:

\* La population des pays développés, d'après les projections des Nations Unies et de la Banque Mondiale, va atteindre un état stationnaire dès 2020-2050, et seulement vers la deuxième moitié du prochain siècle pour les pays en voie de développement. Le poids démographique des pays développés diminue de façon drastique. Leur population va quand même progresser jusqu'en 2025, passant de 1,2 Mrd à 1,5 Mrd, mais celle des pays en voie de développement passera de 3,8 à 6,8 Mrd. Beaucoup d'aspects significatifs ne deviennent en fait vraiment évidents que si l'on étudie individuellement les projections spécialement élaborées pour chacun des 210

pays. Par exemple, d'après les projections des Nations Unies, le Nigéria aura en 2020/2025 plus d'habitants que les Etats Unis.

- \* L'espérance de vie moyenne dans le monde est de 62 ans, elle augmente régulièrement, mais pas dans tous les pays. En URSS, l'espérance de vie baisse depuis 1965, et dans d'autres pays de l'est elle est stationnaire.
- \* Dans presque tous les pays du monde, l'espérance de vie des femmes est supérieure à celle des hommes, mais il y a d'importantes exceptions, comme celle de l'Inde. On peut ainsi facilement mesurer l'exploitation des femmes en comparant leur espérance de vie avec celle des hommes, car, en raison de facteurs génétiques, les femmes devraient avoir une espérance de vie supérieure aux hommes dans n'importe quel pays.
- \* Il est vrai que la population est en augmentation aujourd'hui dans la plupart des pays développés, mais ce n'est qu'en raison de la structure par âge, encore favorable à l'heure actuelle, résultant de la fécondité importante des années 60.
- \* A l'intérieur même de chaque pays, on trouve des différences régionales et sociales au niveau des taux nets de reproduction et de la mortalité. En République fédérale, on estime à 5 années la différence d'espérance de vie selon les régions.

Il est caractéristique que le déroulement actuel et futur des mécanismes démographiques est déterminé très nettement par les faits démographiques passés, beaucoup plus par exemple que pour d'autres mécanismes historiques. Les trois quarts des habitants qui vivront en République fédérale en 2010 sont déjà nés; il n'est plus possible de faire de grosses erreurs de prévision en ce qui concerne cette fraction majoritaire de la population. Mais même pour la fraction plus modeste constituée par ceux qui ne sont pas encore nés, les prévisions sont relativement fiables, car le nombre des naissances dépend essentiellement de deux facteurs: du nombre des femmes en âge de procréer, qui est pratiquement connu 15 ou 20 ans à l'avance, et du comportement procréateur de ces femmes. Et même si le deuxième facteur, le comportement procréateur, change, on peut estimer le premier de façon relativement fiable, de sorte que des évolutions non prévues de ce comportement à moyen terme ne donneront pas lieu à des erreurs de prévision trop conséquentes. Etant donné que l'effectif futur de la population peut être estimé de façon relativement certaine, l'Office fédéral de Statistiques - une administration publique - publie des calculs prévisionnels démographiques jusqu'à l'année 2030, alors qu'il a renoncé à élaborer des prévisions économiques à long terme, ce qui dans notre pays susciterait un intérêt beaucoup plus grand. Les modèles de l'Office fédéral de Statistiques prévoient une chute de l'effectif de la population, qui passerait de 61 millions aujourd'hui à environ 43 millions en 2030, ce qui correspond tout à fait à mes propres calculs prévisionnels (voir en annexe la bibliographie, et en particulier les schémas 1 à 5 et le tableau 1); ce déclin de la population serait en quelque sorte "officialisé", s'il n'y avait pas les phénomènes d'immigration et d'émigration, dont la prévision est problématique car ils dépendent de facteurs économiques et politiques qui, de leur côté, ne sont pas prévisibles à long terme. Il est cependant improbable que l'effectif de la population reste stable en raison de l'immigration, car ceci impliquerait une fraction étrangère de 30% dans la moyenne natio-

nale. Les Allemands seraient alors même en minorité dans les grandes villes.

Le déclin futur de la population n'aura pas automatiquement pour conséquence la compensation du déficit des naissances par des flux venant de l'étranger, en fonction des besoins du marché du travail; en effet, le marché du travail allemand sera caractérisé, jusqu'aux années 1990 au moins, par un excédent d'offre de main d'oeuvre nationale résultant de la vague démographique des années 60. Cependant, s'il y a vraiment une chute de la population comme prévu, on devrait atteindre à un moment donné entre 2000 et 2030 un point où le besoin de main d'oeuvre ne pourra être couvert que par une immigration plus importante - sauf si la croissance économique ralentit fortement ou se transforme en processus de décroissance, ou/et si de plus en plus de main d'oeuvre se trouve disponible du fait des innovations, en raison de la vitesse de l'évolution technologique et des changements structurels dans la consommation et dans la demande globale. Cependant, en République fédérale, personne aujourd'hui n'escompte sérieusement une baisse absolue du produit national, bien que le nombre d'habitants baisse déjà depuis 1974. Jusqu'à nouvel ordre, les experts ne se sont pas demandés si il y aurait des pénuries dans le marché du travail au cours du prochain millénaire, mais quand le phénomène se produirait et quelle ampleur il prendrait. Cependant, on réfléchit déjà à l'éventualité de compenser cette baisse du nombre de personnes actives, induite par le déclin démographique, par une augmentation drastique de l'activité féminine après l'an 2000. Or de telles considérations négligent le fait qu'il y a une relation entre le taux d'activité féminine et la dénatalité. Une nouvelle augmentation drastique du taux d'activité féminine améliorerait certainement l'offre de travail à court terme, mais, en raison de cette relation entre l'activité féminine et le nombre de naissances, cela donnerait lieu à une nouvelle baisse du nombre des naissances et de la population, ce qui ne ferait que repousser et compliquer la solution des problèmes d'emploi.

En fait, l'afflux des étrangers résultant du déclin démographique et de la baisse des effectifs de main d'oeuvre après l'an 2000 pourrait intervenir plus tard que prévu, pour les raisons suivantes:

- \* Parmi les étrangers non actifs qui sont venus s'installer au cours des dix dernières années, il y a de nombreux jeunes gens et des femmes qui, au début du siècle prochain, lorsque la baisse du potentiel de main d'oeuvre causée par la démographie commencera à se faire ressentir dans la population allemande, seront disponibles pour travailler, sans qu'il soit nécessaire d'en faire venir d'autres.
- \* La même chose s'applique aux enfants des travailleurs immigrés qui sont nés ici, et dont le retour dans la patrie est d'autant plus improbable qu'ils sont allés à l'école chez nous, de sorte que souvent ils ne maîtrisent plus la langue de leurs parents à l'instar d'une langue maternelle.
- \* L'entrée des femmes dans la vie active est une tendance croissante qui devrait continuer à se poursuivre en République fédérale, et donc l'offre de main d'oeuvre nationale devrait augmenter, d'autant que le taux d'activité féminine est chez nous encore en deçà du niveau qu'il a atteint dans d'autres pays industrialisés occi-

dentaux: en 1984 le taux d'activité des femmes d'âge actif en République fédérale était de 52%, en Suède de 65%.

- \* Le processus de réduction temporaire de l'âge moyen de la retraite, qui a été introduit ces dernières années dans le but d'alléger le marché du travail, et non pas en raison d'excédents de l'assurance vieillesse, pourrait bien être à nouveau inversé au tournant du siècle, à cause de l'accentuation dramatique du vieillissement de la population à ce moment là, et donc des déficits de l'assurance vieillesse qui en découleront.

Mais le fait déterminant est que la demande de main d'oeuvre résultant des suppressions d'emplois pour des raisons technologiques dans les secteurs industriels est généralement en baisse; en effet, ces suppressions d'emplois dans le secteur industriel ne peuvent pas être compensées par le besoin de main d'oeuvre supplémentaire dans le secteur des services. Dans une économie concurrentielle de haute technicité, étroitement imbriquée dans l'économie mondiale, et où tous les efforts d'investissement visent à substituer des installations de production mécanisées à la main d'oeuvre, le processus de base inhérent au système est en effet la substitution du capital au travail. L'avancée technologique actuelle privilégie particulièrement la substitution du capital au travail, parce que, grâce à la microélectronique, le secteur des services devient l'objet principal des mesures de rationalisation; or c'est une branche économique qui emploie beaucoup de femmes, ce qui dans l'esprit de la plupart des chefs d'entreprise facilite les licenciements. Au tournant du millénaire, alors que l'offre de main d'oeuvre sera en baisse du fait des conditions démographiques, la substitution du capital au travail sera encore plus intense qu'aujourd'hui, d'autant que les pays en voie d'industrialisation, dont la population est en forte expansion, exerceront alors une pression concurrentielle sur le marché mondial des biens industriels sensiblement plus forte qu'aujourd'hui. Il est donc possible que la baisse de l'offre de main d'oeuvre due aux conditions démographiques dans notre pays conduise à des efforts accrus en matière d'investissement; il en résulterait une réduction du besoin de main d'oeuvre, et ainsi la baisse de l'offre de main d'oeuvre d'origine démographique interviendrait simultanément avec une baisse de la demande de main d'oeuvre due au progrès technologique.

De sorte que, au début du siècle prochain, les besoins non satisfaits du marché du travail pourraient être moins importants que prévu, et le phénomène pourrait intervenir plus tard. Il est en tout cas hautement improbable que l'évolution économique et technologique prenne une ampleur telle qu'elle nécessite un afflux de main d'oeuvre étrangère pour couvrir les besoins, afflux qui permettrait ensuite de compenser les conséquences démographiques du déficit des naissances et de remédier à la dégradation de la pyramide des âges. Le bilan de ces réflexions est donc le suivant: le déclin démographique en République fédérale est inévitable dans les décennies à venir, et le déficit des naissances ne sera pas compensé par l'immigration.

### III. SUR LA NATURE DU SAVOIR DEMOGRAPHIQUE ET SON IMPONDERABILITE

La connaissance ex/ante du futur démographique, qui apparaît comme un sous-produit de l'analyse du passé, n'est pas toujours souhaitée, et l'utilisation qui en est faite est souvent douteuse, quoique toujours riche de conséquences. A ce sujet, on trouve dans l'histoire de la démographie une page bien connue et fort instructive. L'utilisation la plus lourde de conséquences qui ait jamais été faite des résultats d'analyses démographiques fut l'interprétation malthusienne de l'évolution de la population. Malthus combattait les idées sociales révolutionnaires qui s'étaient répandues en Angleterre à la suite de la Révolution française. Son but principal n'était pas de se livrer à la recherche démographique, mais plutôt de réfuter les considérations sociales révolutionnaires à l'appui d'arguments démographiques. Son "Essay on the Principle of Population" de 1798 devait s'opposer aux réformateurs sociaux et aux révolutionnaires qui croyaient à la possibilité du perfectionnement progressif de l'homme grâce à l'amélioration des conditions de vie sociales et matérielles. Comme on le sait, Malthus soutenait qu'il était impossible d'améliorer la situation matérielle et morale (1) des classes inférieures, car les moyens de subsistance, en particulier la productivité des sols, n'ont qu'une progression arithmétique, alors que l'effectif de la population croît de façon géométrique. La charité et la politique sociale en faveur des pauvres seraient moralement douteuses, car les hommes réagiraient à l'amélioration de leur situation matérielle en se multipliant de façon incontrôlée; les conséquences inévitables seraient la faim, les épidémies et une hausse de la mortalité ("positive checks"), jusqu'à ce que l'équilibre entre les moyens de subsistance et l'effectif de la population soit rétabli. La seule issue pour échapper à ce dilemme serait une limitation volontaire des naissances par l'abstinence sexuelle, motivée par une appréciation morale des implications collectives ("preventive checks", "moral restraint").

Suite à plus de 30 textes parus en réaction à ses thèses, Malthus mena des recherches très complètes sur l'évolution démographique dans différents pays du monde, afin de rendre ses postulats socio-philosophiques irréfutables grâce à une profusion de justifications d'ordre démographique. Pour cela, il se reporta aussi au travail empirique de Johann Peter Süßmilch (1707-1767) sur l'évolution démographique en Prusse. Cependant dans son "Second Essay" de 1803, Malthus interprète les résultats de recherche de Süßmilch de façon diamétralement opposée à ce dernier. De sorte que les deux conceptions les plus importantes en matière de démographie se trouvent en contradiction: Süßmilch prônait des réformes sociales, une politique de la santé, une politique de l'habitat et une politique économique dans l'intérêt des classes inférieures et pour le bien du pays tout entier. En tant que membre de l'Académie des Sciences Prussienne, il prévint Frédéric II contre les conséquences de la politique d'industrialisation mercantiliste (1). Süßmilch dénonçait le fait que, au gré des variations conjoncturelles quelque peu erratiques de cette époque d'industrialisation naissante, les revenus des travailleurs tombaient en dessous du minimum vital à chaque situation de mévente. Il n'y avait pas encore de salaire minimum ou de syndicats

(2). En matière de politique de développement, ce n'est pas cependant l'optimisme de Süßmilch, mais le pessimisme de Malthus qui s'imposa en tant qu'attitude intellectuelle dominante. Les idées de Malthus ont subsisté jusqu'à nos jours et sont devenues populaires au travers d'expressions telles que "le cercle vicieux de la pauvreté". Les idées de Süßmilch par contre ont disparu au XIXe siècle dans le tumulte des polémiques politiques et sont aujourd'hui oubliées.

C'est encore à un autre titre que l'interprétation malthusienne des faits démographiques peut être riche d'enseignement. Le "First Essay" a eu des conséquences incontournables pour l'histoire intellectuelle: l'histoire de la biologie nous a montré que l'idée des "positive checks", introduite par Malthus dans l'intention de réfuter la thèse de la perfectibilité de l'homme, a eu une conséquence tout à fait opposée: Darwin raconta dans ses carnets que sa théorie de l'évolution, qui est bien une théorie du perfectionnement continu de l'homme par la sélection, lui fut inspirée par la lecture de l'essai de Malthus "On the Principle of Population". Du fait de cette "ironie" de l'histoire des idées, comme disait le biologiste E. Mayr, on pourrait dire que le savoir démographique du XVIIIe siècle a été accru ou plutôt initié par Süßmilch, politisé par Malthus et transformé en théorie fructueuse par Darwin. Malheureusement l'histoire ne s'arrête pas là. Notre siècle s'est également chargé de politiser la théorie darwinienne, de sorte que la démographie a été discréditée à cause de l'utilisation abusive de la biologie (politique raciale, eugénique, eubiotique). L'une des conséquences de cet emploi abusif est que, parmi les 67 universités de l'Allemagne fédérale, on ne trouve que deux chaires de démographie, et qui n'ont toutes deux été créées qu'en 1980.

Les effets qui découlent du savoir démographique sur l'avenir ne sont pas moins importants aujourd'hui qu'au XVIIIe siècle, mais l'utilisation que l'on fait aujourd'hui de ce savoir s'est énormément modifiée. Il y a en République fédérale d'Allemagne une quantité de groupes de travail qui, à tous les niveaux de l'administration, se penchent sur le problème du déclin démographique, intervenu depuis 1974. Le cabinet fédéral a créé un "groupe de travail sur les questions démographiques", placé sous la présidence du Ministre fédéral de l'Intérieur. Ce groupe de travail a présenté l'enquête la plus extensive réalisée jusqu'à ce jour sur les "conséquences de l'évolution démographique dans les différents domaines de l'Etat et de la société", et l'a publiée sous forme de deux rapports (3). Le premier rapport présente les projections sur l'évolution future de la population (on évite le plus souvent l'emploi du terme "prévisions" dans la terminologie officielle), à l'appui desquelles le deuxième rapport expose un grand nombre de calculs sur les conséquences de l'évolution démographique, par exemple pour les finances publiques, les recettes et les dépenses de l'assurance vieillesse, les perspectives d'emploi pour les enseignants, le secteur de la santé, l'étendue des soins à prodiguer à ceux qui en ont besoin etc. Il n'y a pour ainsi dire pas de secteur des affaires publiques qui ne soit concerné. Si les conséquences de l'évolution démographique y apparaissent des plus significatives en ce qui concerne le marché de l'emploi et la croissance économique, ce n'est pas seulement parce

que la marge de manoeuvre financière de l'Etat en dépend directement, mais aussi parce que l'évolution économique exerce à son tour des effets compliqués sur l'évolution démographique, par exemple sur la nuptialité, la fécondité et sur l'immigration. Déjà ces dernières années, il y a eu plus de personnes venues s'installer en République fédérale que d'Allemands nés ici (entre 1974 et 1984 5,2 millions d'Allemands sont nés, et 5,3 millions de personnes sont venues de l'étranger pour s'installer). Un étranger sur deux parmi les 4,5 millions reste plus de 10 ans en République fédérale. La République fédérale est un pays d'immigration, même si ce fait n'est pas encore entré dans la conscience collective.

Cette ardeur pour la "recherche des conséquences" que l'on observe partout n'est pas sans rappeler le zèle que l'on a mis à limiter les dégâts après la Deuxième Guerre mondiale - une période que nous qualifions de "reconstruction", comme si seules des habitations et des unités de production avaient été détruites. Le vieillissement démographique est un fait inscrit dans l'avenir, mais dont l'ombre nous atteint déjà aujourd'hui. Une grande partie de la population n'est pas personnellement concernée par les effets négatifs du vieillissement démographique; parmi les femmes âgées aujourd'hui de 65 ans, moins de 40% vivront en 2010, et moins de 20% pour les hommes. Il est généralement caractéristique, en matière de démographie, que les inconvénients ne soient pas équitablement répartis parmi les groupes sociaux. En règle générale, les lignes de conflit suivent la structure par âge. Aujourd'hui, il y a encore deux personnes d'âge actif (15-65 ans) pour chaque personne ayant atteint l'âge de la retraite (65 ans et plus), mais ce rapport va se détériorer dramatiquement d'ici l'année 2030: pour chaque personne à la retraite il n'y aura plus en RFA qu'une personne d'âge actif. Le terme de classe d'âge pourrait bien à l'avenir revêtir une dimension politique. La structure de classes démographiques qui se dessine va croiser la structure de classes sociales. Il en résultera de nouveaux groupes d'intérêt, dont l'influence sur les partis politiques est difficilement prévisible.

A l'époque de son émergence, au XVIIIe siècle, la démographie, avant même qu'elle ne se soit découverte comme telle, et du fait de l'évolution historique des sciences, se trouvait tout naturellement au coeur des sciences sociales. Aujourd'hui, il faut bien des artifices pour qu'on reconnaisse l'importance de la démographie comme élément constitutif d'identité des sciences sociales. Les faits élémentaires de l'évolution démographique ne jouent même pas un rôle approprié pour la description de la réalité sociale, et encore moins pour sa représentation; en tout cas, dans les systèmes d'indicateurs sociaux utilisés aujourd'hui en République fédérale pour la description des besoins sociaux et des conditions de vie, on ne trouve aucun élément d'information sur le désir d'une famille d'avoir des enfants, ce qui permettrait de savoir dans quelle mesure ce désir a pu être satisfait ou non. Ce qui fait défaut ici, ce ne sont pas les connaissances sur les éléments démographiques qui permettraient de quantifier les indicateurs sociaux correspondants; en fait, on ne sait comment utiliser ce savoir factuel. Ce n'est pas la laborieuse recherche des conséquences de l'évolution démographique qui va épuiser le champ d'action de la raison, ni l'accumulation des connais-



ces sur les causes. S'il s'agissait ici d'une limitation volontaire de l'intelligence, quelle en serait donc la raison? Peut-être un jour verrons-nous rétrospectivement dans cette limitation volontaire une marque de sagesse, pour laquelle nous sommes aveugles aujourd'hui, mais peut-être aussi verrons-nous là une faiblesse.

#### IV. DYNAMISME ECONOMIQUE ET COMPORTEMENT DE FECONDITE: DE L'HARMONIE PREETABLIE A LA DISHARMONIE

La fiabilité des projections démographiques repose sur le fait que, dans les sociétés développées, les conditions de vitalité (morbidité et mortalité) ne se modifient que graduellement et lentement. Pendant la première moitié du XXe siècle, l'espérance de vie a encore augmenté en moyenne de 4 ans par décennie, et pendant la deuxième moitié de 2 ans. Ces augmentations de plus en plus faibles sont prises en compte dans les projections démographiques. En ce qui concerne les pays en voie de développement, les prévisions démographiques sont facilitées par le fait que les processus d'allongement de la durée de vie que l'on y observe actuellement sont semblables à ceux observés en Europe il y a cent ou deux cents ans. Le comportement de fécondité est sujet à des variations beaucoup plus rapides et erratiques que la mortalité, sans être, pour autant, le fruit du hasard. L'histoire démographique récente des pays occidentaux n'enregistra que deux variations de ce type d'une certaine ampleur, à savoir le "babyboom" des années 50 et 60, suivi de la baisse de natalité consécutive à l'introduction et à la généralisation des moyens de contraception modernes (à partir de 1965 en République fédérale).

Depuis la fin du siècle dernier, en Allemagne, le nombre moyen d'enfants par femme baisse de génération en génération avec une régularité qui n'est pas sans rappeler les mécanismes naturels. Dans les pays en voie de développement, ce phénomène a commencé dans les années 70. En Allemagne, le nombre moyen d'enfants par femme née en 1860 était de 5, pour celles nées en 1876 il était de 4, et pour celles nées en 1886 de 3. A partir de la classe 1905, pour la première fois, on est tombé en deçà du chiffre de deux enfants nécessaire au maintien à long terme du niveau de population. Pour ce qui est de la génération de 1952, on peut déjà estimer de façon relativement certaine un nombre moyen d'enfants de 1,6; pour la cohorte de 1968, mes prévisions démographiques se basent sur un nombre moyen d'enfants de 1,3 (4). Ce n'est que pour les cohortes 1917-1934 que, en Allemagne, le nombre moyen d'enfants n'a pas baissé, à l'encontre de la tendance décroissante observée dans le siècle, mais a au contraire augmenté: les femmes de ces classes d'âge avaient en effet entre 11 et 28 ans, un âge déterminant pour élever des enfants et fonder une famille, pendant la période pronataliste nazie de 1933-1945. A la tendance séculaire de baisse de la natalité viennent en effet se superposer des effets de périodes, de cohortes, des effets régionaux, conjoncturels et structurels, analogues aux fluctuations conjoncturelles de court terme qui se superposent, voire masquent la tendance à long terme de croissance économique; de sorte que souvent, avec une analyse uniquement orientée sur des données actuelles, on ne voit pas la tendance fondamentale de long terme (5).

En théorie, on peut expliquer la baisse de la fécondité, séculaire mais aussi actuelle, par les effets conjugués de la productivité économique et de la reproduction démographique, ou selon le cas de l'influence réciproque des facteurs de production travail et capital; on distinguera alors trois étapes dans cette évolution:

1. Pendant la période préindustrielle, les enfants étaient le seul capital de ceux qui ne possédaient rien. La population est cependant restée pratiquement constante. Toute augmentation de la population aurait impliqué un excédent d'offre de main d'oeuvre, mais les moyens de subsistance correspondants ne se seraient pas accrus d'autant. La situation de haute fécondité concomitante avec une haute mortalité a donc donné lieu à un état presque stationnaire, que les théoriciens de la société et de l'économie du XVIIIe siècle (A. Smith, D. Ricardo) ont interprété comme un équilibre naturel. La rémunération qui permettait aux travailleurs de "survivre et de se reproduire sans multiplication ou réduction" était donc considérée comme la rémunération "naturelle". Pour les classiques, une augmentation des salaires au dessus du minimum vital paraissait impossible.
2. Avec l'industrialisation, le besoin de main d'oeuvre augmenta. La fécondité restant constante, la population s'accrut du fait d'une forte baisse de la mortalité. Pendant cette phase, les enfants ne représentaient plus seulement une sorte de capital pour ceux qui ne possédaient rien, mais suscitaient des frais. Ces coûts se firent particulièrement ressentir dans les villes, là où apparaissaient les emplois industriels. En Allemagne, les moyens dépensés pour les enfants perdirent leur fonction d'investissements de prévoyance en vue de la vieillesse et de la maladie lorsque, dans les années 1880, on introduisit l'assurance sociale légale. Dix à vingt ans plus tard, le taux de natalité (nombre de naissances pour 1000 habitants) commença à chuter en Allemagne.
3. Lors de la troisième phase, on obtint un accroissement de la productivité et des salaires réels grâce à un effort continu de division du travail et d'accumulation du capital, ce qui modifia de nouveau profondément les conditions de vie économiques des familles. Aux coûts directs générés par les enfants s'ajoutèrent alors des coûts indirects, ce que l'on appelle les "coûts d'opportunité". Les coûts d'opportunité ne se manifestent pas par des dépenses réelles, mais ils n'en sont pas moins importants: les coûts d'opportunité sont générés lorsqu'une femme, afin de pouvoir élever des enfants, renonce à une formation professionnelle et à une activité salariée personnelle. Ils sont d'autant plus lourds que le revenu auquel on a renoncé était important. En République fédérale, on estime que, dans le cas d'une femme de formation supérieure qui renonce à exercer son métier pour ses enfants, les coûts d'opportunité se montent à plus de 400 000 DM. La théorie des coûts d'opportunité explique pourquoi, malgré la hausse constante des revenus réels des ménages et des familles, de moins en moins d'enfants sont mis au monde. S'il est vrai que les coûts directs des enfants sont plus faciles à supporter pour les hauts revenus, il est évident que l'effet négatif de la croissance des coûts d'opportunité l'emporte sur les effets positifs de la hausse des revenus. Par ailleurs, lorsque le revenu s'accroît, non seulement les coûts d'opportunité augmentent, mais aussi la part des

dépenses consacrées aux enfants dans le budget familial.

L'évolution de la fécondité en trois phases telle qu'elle est retracée ici, et qui résulte de la combinaison du capital et du travail, peut être complétée par une quatrième phase. Au cours de cette quatrième phase, de nouveaux coûts d'opportunité viennent s'ajouter aux coûts d'opportunité économiques, eu égard aux options générales et aux alternatives qui jalonnent le cours de la vie, et qui ont des conséquences bien plus importantes sur la fécondité que les revenus auxquels on renonce; en effet, leurs effets dépassent largement le cadre économique. Les différentes sortes de coûts d'opportunité peuvent être regroupées sous le terme général de coûts d'opportunité biographiques. Le concept de coût d'opportunité biographique est l'un des concepts centraux de l'approche biographique, qui a été développée pour expliquer le déclin séculaire de la fécondité (6).

La théorie biographique de la fécondité se fonde sur l'idée que choisir une profession, se lier à un conjoint, prendre une décision d'emploi, devenir père ou mère sont autant d'aiguillages biographiques qui peuvent ouvrir de nouvelles possibilités de vie à l'individu, mais qui peuvent en même temps exclure de nombreuses alternatives ou options jusque là envisageables hors du champ des possibilités d'évolution biographique. Le nombre des alternatives contenues dans ce champ de possibilités biographiques - en un mot l'étendue de la marge de manoeuvre biographique - est fonction des alternatives et des options rencontrées au cours de la vie, mais aussi de celles qui sont purement imaginées ou mentales. L'étendue de la marge de manoeuvre biographique a connu une constante progression au cours de l'histoire récente, et l'on dénombre au moins cinq phénomènes parallèles qui se sont mutuellement favorisés:

1. Les principes économiques libéraux ont permis et encouragé l'application des découvertes en sciences naturelles et leur transposition dans la production de biens des entreprises en situation de concurrence économique. La caractéristique principale de la production en économie concurrentielle était, et est toujours, que son efficacité économique oblige à une division du travail intensive ainsi qu'à une spécialisation professionnelle.
2. Division du travail et spécialisation impliquèrent à leur tour un accroissement des flux de biens, et des interactions économiques et sociales généralement plus intenses entre les entreprises, les communes et les régions, d'où l'augmentation de la mobilité régionale, sociale et biographique.
3. L'une des conséquences les plus importantes du processus de division du travail était, et reste, l'accumulation constante du capital, c'est-à-dire l'augmentation de la masse de capital physique et intellectuel nécessaire à la production pour chaque travailleur employé. Cette hausse du facteur capital obligea à passer à des entreprises de plus en plus grandes, de sorte qu'à leur tour la croissance des villes et l'urbanisation du mode d'habitat connurent un démarrage décisif.
4. Le principal effet du processus d'urbanisation fut de renforcer

la tertiarisation de l'économie, à la suite de quoi furent créés de nouveaux emplois qui s'ouvrent maintenant de plus en plus aux femmes.

5. Les étapes de la division du travail et de l'accumulation du capital conduisirent à un élargissement explosif des alternatives en matière de carrières, ce qui augmenta le champ des possibilités biographiques de chacun (cf. les termes d' "espace biographique" ou de "biographie virtuelle" dans l'approche biographique). Dans les villes, l'intensité du phénomène augmentait en fonction de la diversification de la structure économique et donc de l'éventail des champs d'activité professionnels et des modes d'existence possibles. La densité des interactions humaines et de la communication, plus importante dans les villes, contribua au relâchement des normes et des attaches traditionnelles et religieuses. Ainsi l'on toléra plus facilement des objectifs ou des modes d'existence jusque là marginaux, de sorte que les individus purent réellement tirer profit de la plus grande liberté de choix qui s'offrait à eux en matière de carrière ou de mode de vie.

Au cours de notre siècle, le nombre objectif de possibilités, pour les hommes, de choisir des modes de vie différents continua à progresser. Si bien que la contrepartie subjective des changements macroéconomiques et macrosociaux retracés ici, c'est-à-dire la conscience individuelle de cette marge de liberté qui s'accroît de façon explosive, fut finalement ressentie comme une charge, voire une menace existentielle; ce qui d'ailleurs, dans la philosophie existentialiste, et en particulier dans l'ontologie fondamentale de Heidegger, conduisit à une véritable réinterprétation des conditions d'existence humaines. Marx, dans sa théorie de l'aliénation du travail, avait déjà mis en garde contre les conséquences sur la conscience des modes de production faisant appel à l'accumulation du capital et à la division du travail.

A l'avenir, l'évolution scientifique et technologique entraînera une division du travail et une spécialisation accrues, au plan international comme pour l'économie nationale, et la concurrence entre les nations, les régions, les entreprises et les individus va aller en s'intensifiant. Par conséquent, les carrières professionnelles et les champs d'activité vont se diversifier et, donc, le champ des possibilités biographiques des hommes continuera à s'élargir.

Mais le point capital est que la spécialisation ne va pas seulement élargir l'éventail des possibilités biographiques, elle va aussi rendre la transition d'un mode d'existence à l'autre plus difficile; en effet, dans notre environnement régi par les institutions, changer après coup des engagements arrêtés de longue date, en particulier en matière d'emploi, impliquera de sérieux inconvénients en contrepartie: aujourd'hui les hommes doivent se décider de plus en plus jeunes, en fonction d'une masse grandissante de possibilités de choix, pour des filières de formation qui durent de plus en plus longtemps, et il leur est de plus en plus difficile de revenir sur ces choix.

Ceci signifie que le risque lié aux engagements biographiques de long terme augmente. Il est donc rationnel pour les hommes d'éviter ces orientations ou de repousser les décisions correspondantes. Notre monde est conçu en fonction des changements et des évolutions, en particulier le monde du travail, caractérisé par un changement structurel constant. Il est donc de plus en plus difficile, pour un individu, de faire des projets à long terme, et de plus en plus risqué de s'engager, de sorte que conclure un mariage ou mettre au monde des enfants apparaissent comme des complications de l'existence susceptibles d'être évitées ou repoussées; et ce, non pas parce que les hommes seraient devenus hédonistes depuis la vulgarisation des moyens de contraception modernes, mais parce que les engagements biographiques tels que les enfants ou le mariage sont devenus objectivement plus aléatoires. Les hommes tentent de s'adapter aux risques futurs par une grande disposition à la mobilité (et pas nécessairement par une plus grande mobilité réelle). Ils espèrent ainsi se montrer plus flexibles et capables d'adaptation. Que ce soit volontaire ou non, le prix à payer est le renoncement aux engagements familiaux.

On pourrait objecter à cela que l'élargissement des possibilités biographiques n'exerce pas seulement un effet négatif, à savoir les risques croissants liés aux engagements de long terme, mais qu'il peut aussi être positif, car les chances de réaliser des projets de vie personnels augmentent avec la liberté biographique. Les aspects positifs l'emporteront-ils sur les aspects négatifs? C'est de cet arbitrage précaire que dépend l'évolution future de la nuptialité et de la fécondité. Indépendamment des valeurs préférées par les individus, et indépendamment du choix personnel entre liberté ou risque, il faut encore tenir compte d'un important facteur supra-individuel: toutes les sociétés développées, indépendamment de leur constitution politique, de leur organisation économique et de leur tradition culturelle, reposent sur le même principe d'action, la concurrence économique, et ces sociétés tolèrent, acceptent ou même encouragent le fait que les lois du monde du travail régissent tous les domaines de la vie, y compris le domaine familial. Tant que cette réalité fondamentale de l'organisation sociale restera inchangée, le principe concurrentiel continuera à peser sur les conditions de vie personnelles, et a fortiori sur les décisions de vie personnelles des hommes; ne serait-ce que parce que les individus sont de plus en plus conscients de la mesure relative des gains ou des pertes induits par un choix ou un engagement quelconque. Etant donné que les économies planifiées, tout comme les économies de marché, sont également organisées en fonction du principe de concurrence, la courbe de la natalité est orientée à la baisse dans les pays occidentaux et socialistes, de même que dans les pays d'Asie et d'Amérique latine, indépendamment de la religion, de la structure sociale et de la constitution politique.

Beaucoup de décisions existentielles ayant trait à la formation ou à l'activité professionnelle au cours de la vie sont régies institutionnellement, la plupart du temps sous la forme de règles plus ou moins rigides relatives à la chronologie des formations ou du passage de la formation à la vie professionnelle. Contrairement à ces engagements de long terme pour la formation ou le travail, les déci-

sions démographiques telles que mariage ou naissances ont tendance à être éludées ou repoussées. De nos jours, repousser ou éviter les engagements extra-professionnels équivaut à une option générale dans la planification de l'existence, une option qui agit naturellement en faveur de l'évolution professionnelle et aux dépens de l'évolution familiale. Cette option générale apparaît aujourd'hui plus incontournable que jamais. Car si l'objectif de tous les groupes sociaux est d'atteindre le plus vite possible une amélioration du bien-être matériel, cela signifie aussi que l'on vise une progression de l'efficacité économique. Or progrès et efficacité économiques ne sont réalisables que si l'on élève le principe concurrentiel au rang de principe de base du comportement interpersonnel. Et si chacun voit dans son prochain avant tout un concurrent potentiel, les enfants deviennent des fardeaux et le mariage une entrave. Schumpeter, qui mieux que personne sut mettre à jour et faire connaître la dynamique du monde économique, fut également l'un des rares à en reconnaître les dangers. Ses mises en garde contre une évolution incontrôlée du principe d'économie concurrentielle sont à l'heure actuelle plus que justifiées. Rien n'a foncièrement changé dans la réalité de notre communauté d'économie concurrentielle. Une nouvelle chute de la natalité est donc beaucoup plus probable qu'un renversement de la tendance de long terme.

Quittons maintenant l'abstraction théorique et revenons sur le terrain plus solide des réalités politiques et économiques, pour aborder une comparaison des deux pays qui illustre la théorie. Je voudrais ici résumer ce qui a été dit sous forme d'une thèse qui peut être pertinente pour expliquer la nette supériorité de la fécondité française actuelle par rapport à la fécondité allemande. Cette thèse serait donc: la France a une fécondité supérieure à celle de l'Allemagne en raison de son dynamisme industriel, ou économique, beaucoup plus modéré.

Il y a une contradiction interne entre le centralisme politique et le principe d'une évolution économique dynamique, parce que le dynamisme économique n'est réalisable qu'au prix de changements structurels, qui à leur tour remettent automatiquement en question toute structure économique ou politique établie; partant, les possibilités biographiques et la mobilité biographique et sociale de l'individu s'élargissent. En France, les changements structurels ne sont pas impulsés par l'économie, les P.M.E. industrielles ou les entreprises pionnières, dans la même mesure qu'en République fédérale; ils sont plutôt initiés principalement par l'Etat. Rien n'est plus révélateur de cette différence, en ce qui concerne le climat social et économique dans chacun des pays, que le rôle joué par l'Etat vis-à-vis de l'industrie. A ce sujet, les deux institutions qui ont organisé ce colloque ont produit une enquête informative dont les résultats renforcent ma thèse (7).

Alors qu'en France l'Etat s'efforce de stimuler le progrès technique et le changement structurel de l'économie par des mesures d'incitation fiscales ou autres, par exemple en encourageant la concentration des entreprises (loi sur les fusions de 1965), la République fédérale d'Allemagne, à travers la loi contre les obstacles à la concurrence de 1957, s'est donnée une loi fondamentale économique,

une sorte de constitution, soutenue par tous les partis politiques, et même par les syndicats. Notre société économique repose sur le principe que la meilleure façon d'atteindre le progrès économique, dans le cadre d'économies nationales et mondiales concurrentielles, c'est le changement structurel dont le moteur permanent est la concurrence économique. Les interventions de l'Etat dans le déroulement des mécanismes de marché ne passent donc pas pour la meilleure des solutions, et la politique structurelle se limite à l'établissement de conditions d'ensemble ("Rahmenbedingungen"). La dynamique autonome du changement structurel doit pouvoir se développer librement. Les hommes, en tant que facteurs de production, doivent être flexibles et mobiles. En tant que "capital humain", ils sont confrontés à la concurrence des machines qu'ils ont eux-mêmes créées. Ils en arrivent ainsi à être en compétition avec leurs propres capacités. Par là même, le climat économique semble beaucoup plus rigoureux qu'en France, et la "couverture sociale" soi-disant si dense de la République fédérale ne fait que renforcer les difficultés de ceux qui en sont exclus. En République fédérale, chaque année, un emploi sur quatre change de titulaire ou de localisation. La disposition à la mobilité géographique ou professionnelle est importante. Dans notre société de compétition et de concurrence, la mobilité est considérée comme une grande vertu sociale, elle est encouragée et fréquemment rendue obligatoire.

L'efficacité économique de la République fédérale montre bien que le changement structurel fondé sur la concurrence et la mobilité mène au succès économique. Mais ce mécanisme de succès ne peut fonctionner que si les capacités d'adaptation des individus et des familles suivent le rythme des altérations du marché de l'emploi produites par les changements structurels. Si l'on passe les bornes, la base démographique de la société va s'affaiblir; or elle conditionne la base économique de façon tellement évidente que, souvent, on ne s'en rend même pas compte, à tel point que les analyses économiques la passent généralement sous silence ou l'incluent dans un "ensemble de données" constamment présupposé. La "main invisible" permet de réguler au mieux les mécanismes économiques, mais seulement tant que les fondements démographiques sont capables de le supporter. La stabilité démographique est la condition de la stabilité économique. Il est probable qu'il n'y a jamais eu, sauf dans l'univers conceptuel, d'harmonie préétablie des sphères économiques et démographiques, harmonie présupposée par Süssmilch, ainsi que Leibniz, et qualifiée "d'ordre divin". Il serait risqué et quelque peu singulier de se reposer sur le domaine démographique comme le seul secteur dans le monde qui continuerait à fonctionner, alors que la confiance dans la constance des fondements religieux, intellectuels et écologiques de la vie a cédé le pas à un doute grandissant.

## V. PERSPECTIVES

En République fédérale, les pouvoirs publics se trouvent saisis d'une certaine perplexité, comme le prouve l'expression courante, affirmant que l'Etat n'a rien à faire dans les chambres à coucher. C'est ainsi que les hommes politiques font comprendre que les hommes et les femmes doivent rester autonomes dans leur décision d'avoir des enfants, comme si, en ce domaine, l'Etat n'intervenait pas déjà en fait par le biais de la politique de l'emploi, de la politique économique ou de la politique de l'habitat. La meilleure politique familiale est une politique qui donne aux hommes une confiance à long terme dans leurs possibilités économiques d'existence. Si des pères de famille peuvent perdre leur emploi du jour au lendemain en raison de mesures de rationalisation, ils vont douter d'eux-mêmes en tant que garants de l'existence économique de la famille qui dépend d'eux, mais aussi de leur propre existence. Et lorsque l'un de nos chanceliers précédents se qualifie publiquement de "Président du conseil de surveillance de l'entreprise République fédérale d'Allemagne", il est logique que ses employés valorisent la crédibilité à long terme de l'entreprise, et en tiennent compte dans leurs décisions d'ordre démographique.

La démocratie représentative de masse délègue les responsabilités politiques sous forme de mandats trop courts, qui ne sont pas adaptés à l'échelle des durées et à l'irréversibilité des mécanismes démographiques. Mais même si tel était le cas, le problème demeurerait, parce que les mécanismes démographiques échappent aux seuils de perception et s'accomplissent lentement, comme la détérioration de l'environnement. Là sans doute se trouve la clé d'explication d'une grande part de la méconnaissance et du manque d'initiative en matière d'évolution démographique. Mais cela n'explique pas tout. Il y a peut-être une certaine appréhension à intervenir dans les mécanismes démographiques, analogue dans ses fondements à la peur du meurtre. Si cette peur n'existait pas, les bases de l'Etat idéal auraient peut-être été jetées depuis longtemps déjà, et nous n'aurions pas à nous préoccuper de l'évolution démographique, car le choix d'un époux, la procréation et l'éducation des enfants seraient réglementés par l'Etat - un rêve partagé par tous les utopistes politiques, depuis Platon et son "Politeia" jusqu'à Thomas Morus et son "Utopia" ou Campanella et sa "Cité du Soleil". La connaissance démographique pousse à l'action, mais il existe un dilemme fondamental qui bloque toute action politique: dans notre culture, l'homme ne peut pas être l'instrument de desseins supérieurs.

Il est étrange de prôner une autre évolution démographique, afin d'exploiter pleinement l'infrastructure existante (routes, gymnases, piscines, écoles etc.). Il serait tout aussi absurde et irréaliste de vouloir affaiblir le dynamisme économique et transformer l'économie de marché en économie planifiée, dans le but de modifier le comportement procréateur. Les mécanismes économiques obéissent à une logique interne, de même que les mécanismes démographiques. Ces deux logiques sont contradictoires; c'est pourquoi les réformes économiques ne changeront rien. A moyen terme, la seule issue au problème pourrait être l'augmentation, toujours conséquente, de la productivité.



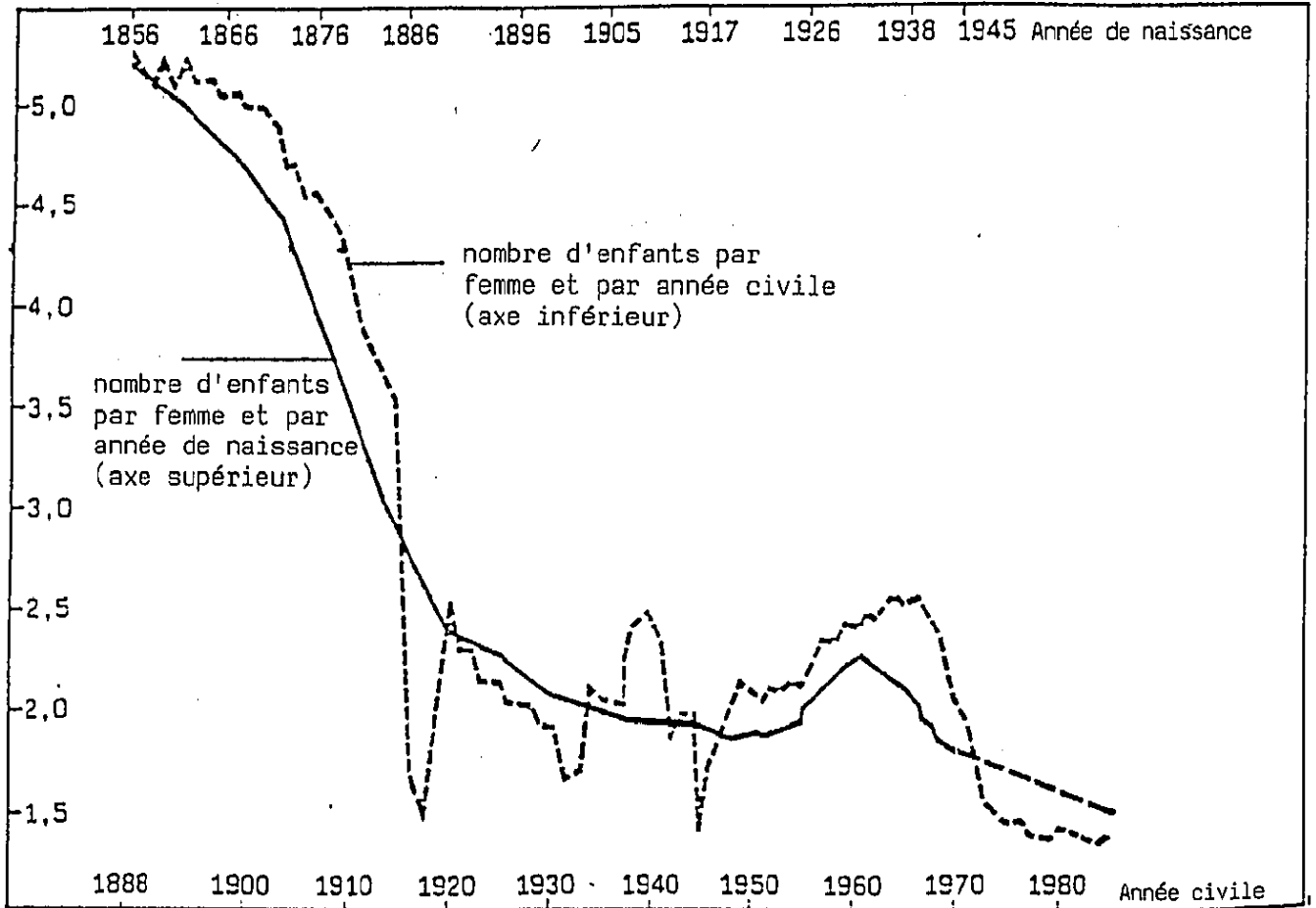
té économique: si, au cours du siècle prochain, on parvient à un point tel que la semaine de travail puisse être réduite à deux jours pour un revenu réel double ou triple de celui d'aujourd'hui, la sphère familiale pourrait alors reconquérir le terrain occupé à l'heure actuelle de manière prépondérante par la vie professionnelle. L'écart temporel nous séparant de cette échéance, si l'on extrapole la courbe de croissance de la productivité, n'est probablement pas supérieur à celui qui nous sépare de 1945. Mais les constantes anthropologiques à l'origine du déclin de la fécondité, en particulier les origines culturelles de l'accroissement explosif du champ des possibilités biographiques, expliqueront toujours le déclin de la fécondité.

*Traduit de l'allemand par Nathalie Deyson et René Lasserre*

## ANNEXES

## SCHEMA 1

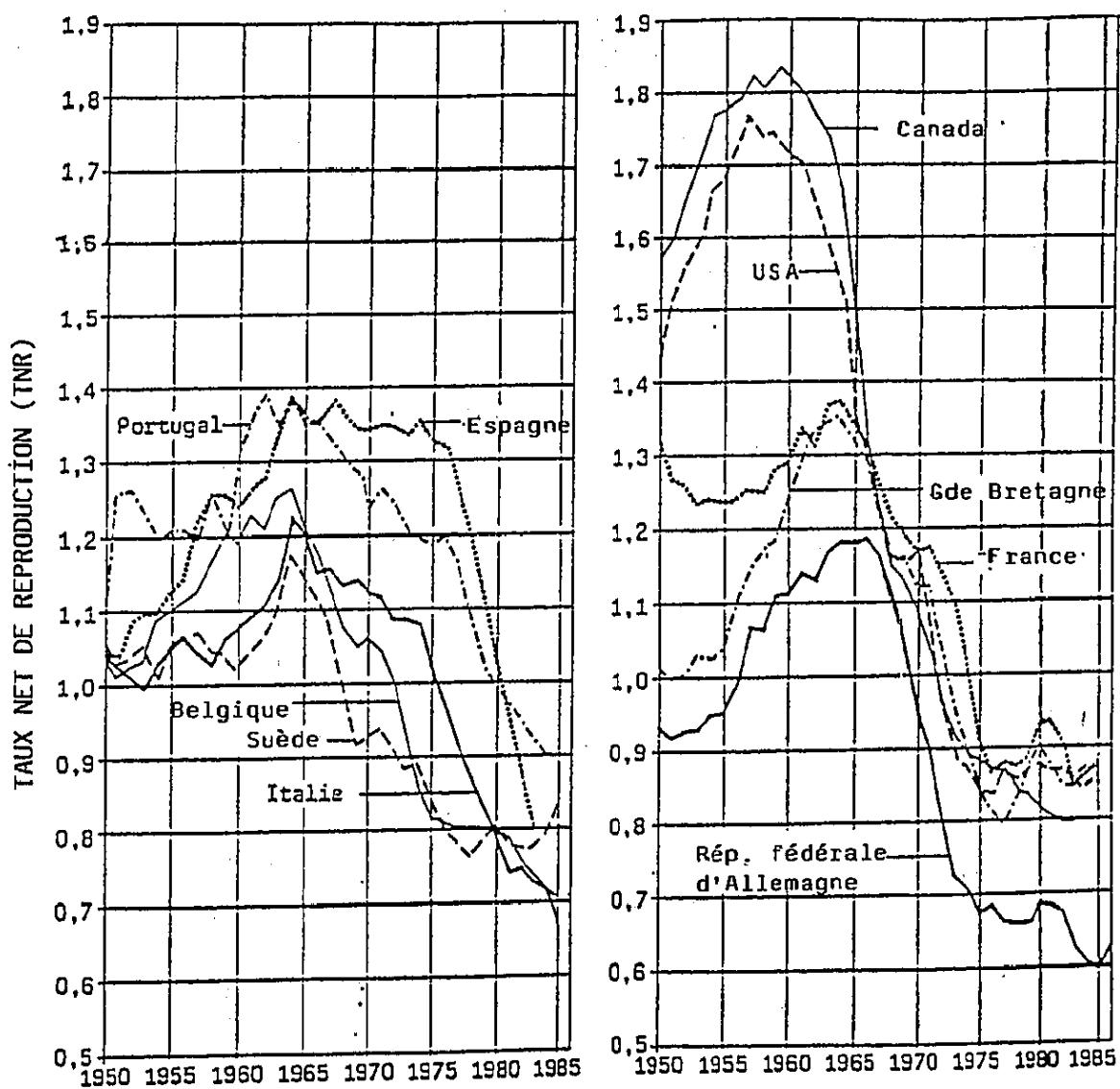
LA BAISSSE TENDANCIELLE SECLAIRE DE LA NATALITE  
(EMPIRE ALLEMAND PUIS R.F.A.)



Source: P. Marschalck, "Bevölkerungsgeschichte Deutschlands", Frankfurt 1984, complété par des données extraites de: H. Birg, et al., "Kohortenanalyse der Geburtenentwicklung in der Bundesrepublik Deutschland", IBS-Materialien n° 10, Universität Bielefeld 1984.

## SCHEMA 2

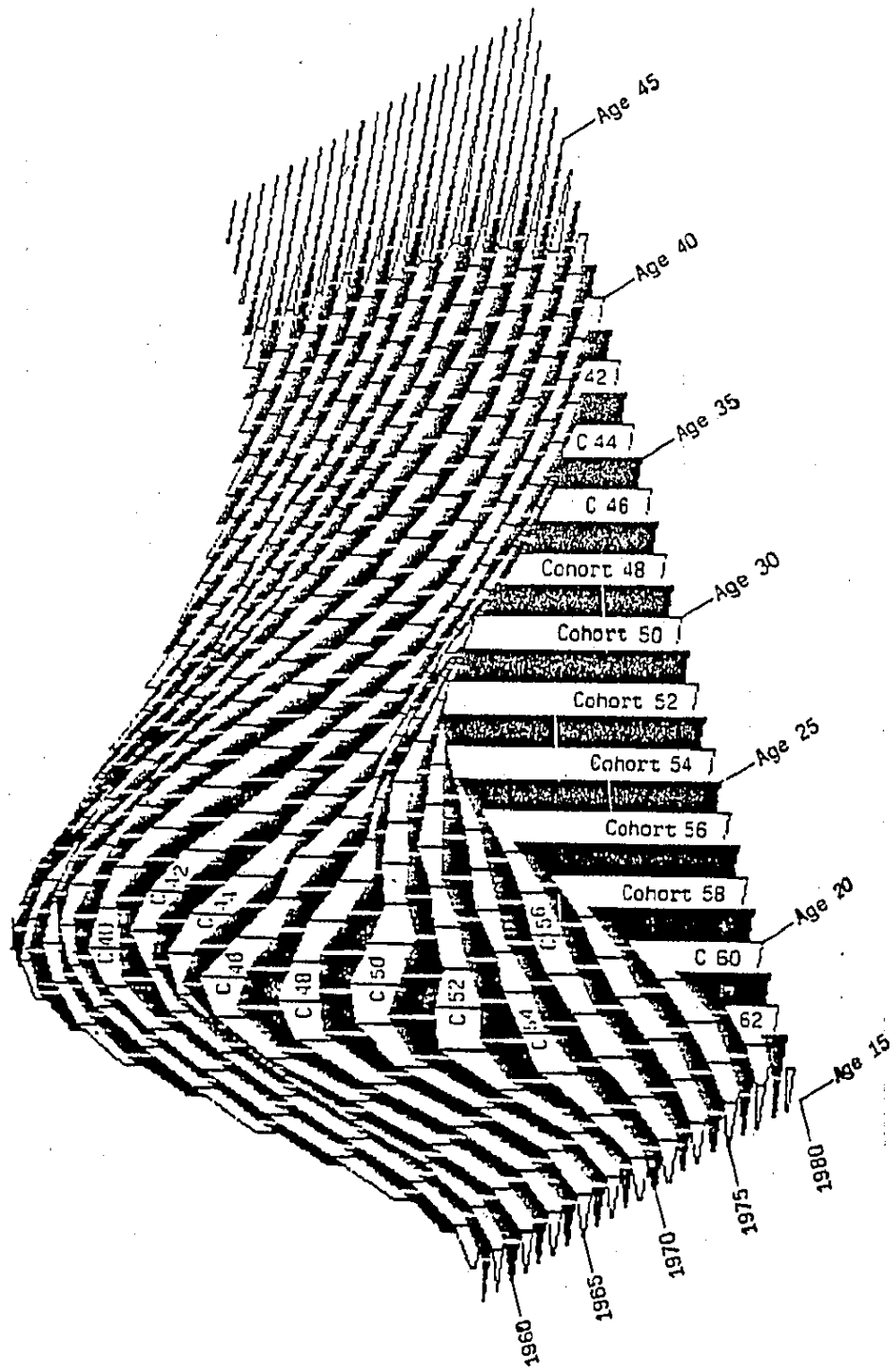
EVOLUTION DU TAUX NET DE REPRODUCTION DANS UN CERTAIN NOMBRE DE PAYS OCCIDENTAUX INDUSTRIALISES DEPUIS 1950



Source: Council of Europe (ed.): "Recent Demographic Developments in the Member States of the Council of Europe", Strasbourg 1986.

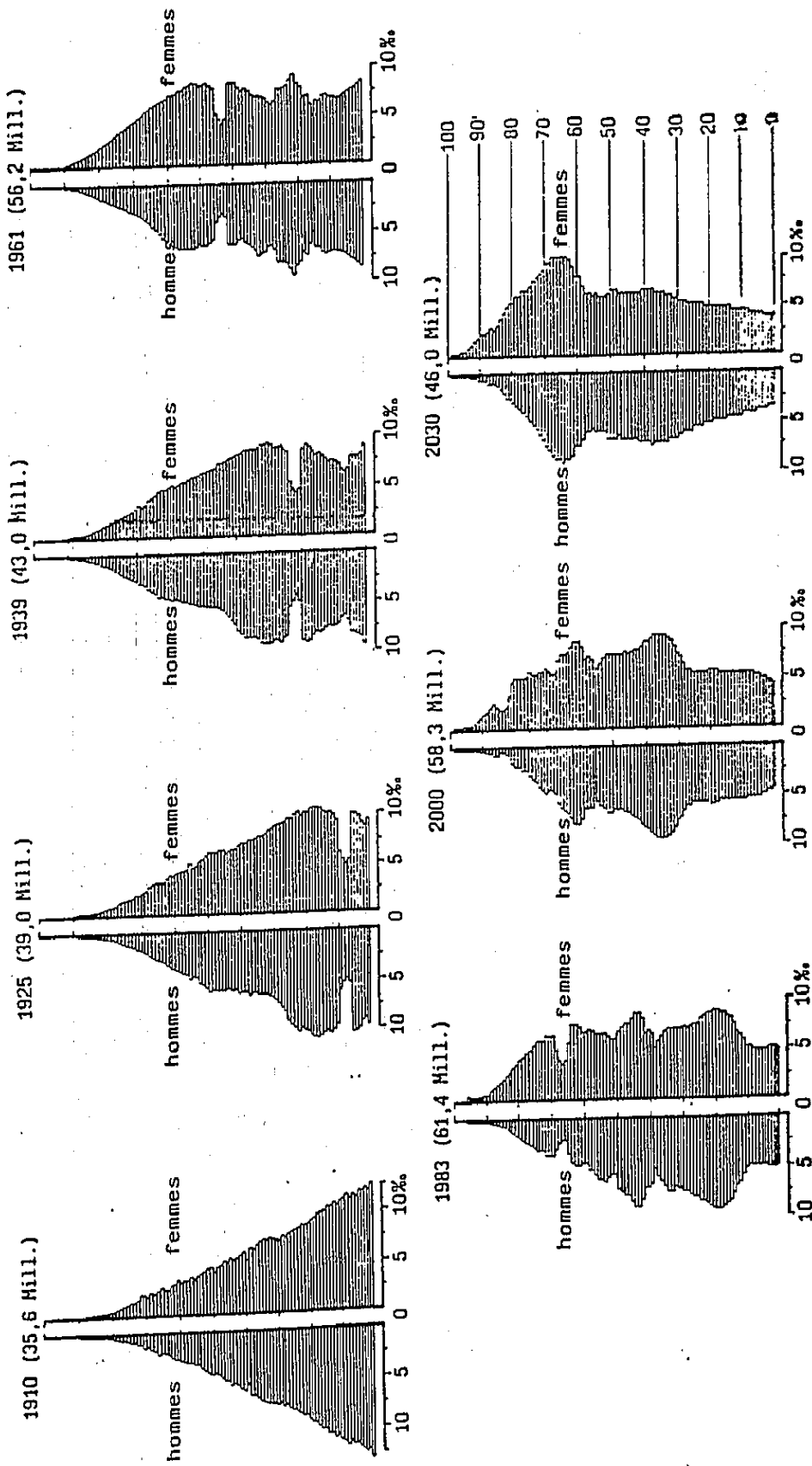
SCHEMA 3

NATALITE DES COHORTES EN REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE  
PRESENTEE SOUS FORME DE DIAGRAMME DE LEXIS EN TROIS DIMENSIONS



SCHEMA 4

STRUCTURE PAR AGE (PYRAMIDE DES AGES) DE LA POPULATION EN ALLEMAGNE  
DE 1910 A 2030 \* (EMPIRE ALLEMAND PUIS R.F.A.)

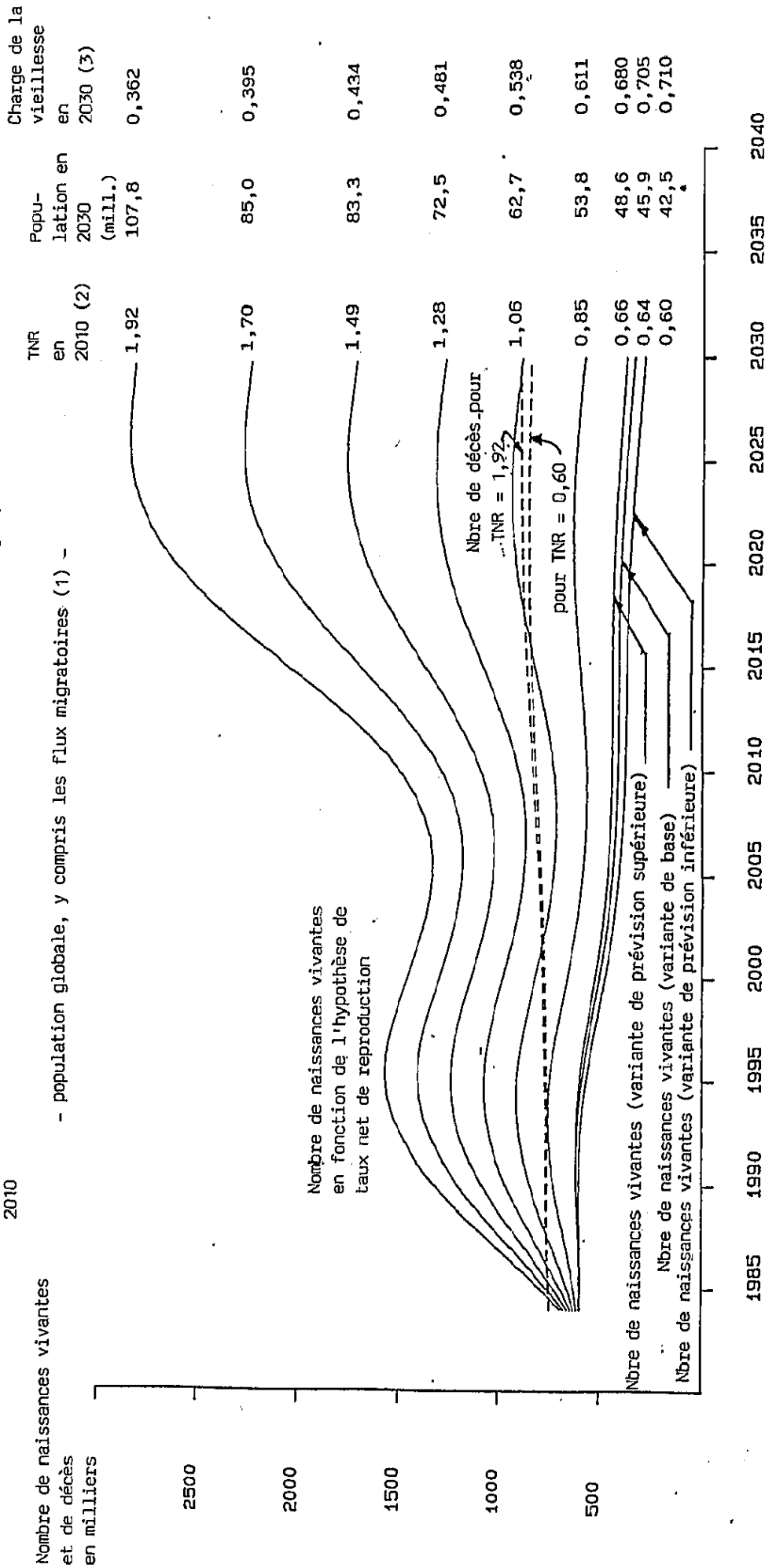


Source: Birg, H. et al. ainsi que: Statistisches Bundesamt (années 1870 - 1961)

\* sur la base de la situation territoriale de la République fédérale

SCHEMA 5

Variantes de simulations et de prévisions sur l'évolution de la population et de la charge de la vieillesse jusqu'en 2030, en fonction de différentes hypothèses d'un relèvement progressif du taux net de reproduction (TNR) jusqu'en 2010



- (1) Hypothèses de flux migratoires en fonction de la variante de base
- (2) On suppose un relèvement graduel et constant du TNR jusqu'en 2010
- (3) Rapport de la population âgée de plus de 60 ans à la population âgée de 20 à 60 ans

Source: Birg, H. et Koch, H.: "Der Revölkerungsrückgang in der Bundesrepublik Deutschland..."  
 Frankfurt/New York: Campus-Verlag 1987, p. 169, complété par de nouveaux calculs.

TABLEAU 1

Evolution des charges de la vieillesse, de la jeunesse et de la charge totale à partir de différentes hypothèses de relèvement du nombre moyen d'enfants

Année	Taux net de reproduction en 2010 (1)						
	0.64	0.85	1.06	1.28	1.49	1.70	1.92
	Variante de base	charge de la vieillesse (2)					
1983	0.361*	-	-	-	-	-	-
2000	0.445	0.445	0.445	0.445	0.445	0.445	0.445
2010	0.480	0.472	0.465	0.458	0.452	0.445	0.440
2020	0.538	0.501	0.469	0.441	0.416	0.394	0.374
2030	0.705	0.611	0.538	0.481	0.434	0.395	0.362
		charge de la jeunesse (3)					
1983	0.439*	-	-	-	-	-	-
2000	0.366	0.429	0.492	0.554	0.617	0.680	0.743
2010	0.336	0.430	0.522	0.612	0.700	0.787	0.872
2020	0.312	0.409	0.504	0.597	0.691	0.783	0.875
2030	0.349	0.473	0.600	0.727	0.856	0.985	1.114
		charge totale (4)					
1983	0.800*	-	-	-	-	-	-
2000	0.811	0.874	0.937	1.000	1.062	1.125	1.188
2010	0.816	0.902	0.987	1.070	1.152	1.232	1.311
2020	0.850	0.910	0.973	1.038	1.107	1.177	1.249
2030	1.054	1.083	1.137	1.208	1.290	1.380	1.476

(1) On suppose un relèvement graduel et constant du taux net de reproduction de 1983 (TNR = 0.625) jusqu'en 2010.  
(2) Population âgée de 60 ans et plus en pourcentage de la population âgée de 20 à 60 ans.  
(3) Population âgée de moins de 20 ans en pourcentage de la population âgée de 20 à 60 ans.  
(4) Charge de la jeunesse plus charge de la vieillesse.  
\* Valeur\*actuelle.

## NOTES

(1) Dans la littérature, on affirme souvent que Malthus était aussi un membre de l'Académie des Sciences Prussienne. D'après mes recherches dans les archives de l'Académie à Berlin Est, ce n'était pas le cas.

(2) Sur les objectifs de réforme sociale et sur le rôle de Süßmilch dans la philosophie des Lumières allemande, cf. H. DREITZEL: "J.P. Süßmilchs Beitrag zur politischen Diskussion der deutschen Aufklärung", in: H. BIRG (ed.): "Ursprünge der Demographie in Deutschland. Leben und Werk Johann Peter Süßmilchs (1707-1767)", Francfort/New York 1986.

(3) BUNDESREGIERUNG: "Bericht über die Bevölkerungsentwicklung in der Bundesrepublik Deutschland. 1. Teil: Analyse der bisherigen Bevölkerungsentwicklung", Bundestagsdrucksache 8/4437, 8.8.1980 et "2. Teil: Auswirkungen auf die verschiedenen Bereiche von Staat und Gesellschaft", Bundestagsdrucksache 10/863, décembre 1983.

(4) Pour la justification des hypothèses prévisionnelles, cf. H. BIRG/H. KOCH: "Der Bevölkerungsrückgang in der Bundesrepublik Deutschland. Langfristige Bevölkerungsvorausschätzungen auf der Grundlage des demographischen Kohortenmodells und der biographischen Theorie der Fertilität", Francfort/New York 1987, p. 42 sq. et tableau p.75.

(5) Sur l'influence de ces phénomènes, cf. BIRG, KOCH, op. cit. p. 37 sq.

(6) BIRG, H.: "A Biography Approach to Theoretical Demography", Materialien des Instituts für Bevölkerungsforschung und Sozialpolitik, vol. 23, Bielefeld 1987.

(7) NEUMANN, W./UTERWEDDE, H.: "Industriepolitik: Ein deutsch-französischer Vergleich", Opladen 1986.



## BIBLIOGRAPHIE

BIRG, H./FELBER, W./FLOTHMANN, E.-J.: "Arbeitsmarktdynamik, Familienentwicklung und generatives Verhalten - Eine biographietheoretische Konzeption für Untersuchungen demographisch relevanter Verhaltensweisen", Materialien des Instituts für Bevölkerungsforschung und Sozialpolitik, vol. 16, Bielefeld 1984.

BIRG, H. (ed.): "Ursprünge der Demographie in Deutschland. Leben und Werk Johann-Peter Süssmilchs (1707-1767)", Francfort/New York 1986.

BIRG, H.: "A Biography Approach to Theoretical Demography", Materialien des Instituts für Bevölkerungsforschung und Sozialpolitik, vol. 23, Bielefeld 1987.

BIRG, H./KOCH, H.: "Der Bevölkerungsrückgang in der Bundesrepublik Deutschland. Langfristige Bevölkerungsvorausschätzungen auf der Grundlage des demographischen Kohortenmodells und der biographischen Theorie der Fertilität", Francfort/New York 1987.

BUNDESREGIERUNG: "Bericht über die Bevölkerungsentwicklung in der Bundesrepublik Deutschland. 1. Teil: Analyse der bisherigen Bevölkerungsentwicklung und Modellrechnungen zur künftigen Bevölkerungsentwicklung", Bundestagsdrucksache 8/4437, 8.8.1980.

BUNDESREGIERUNG: "Bericht über die Bevölkerungsentwicklung in der Bundesrepublik Deutschland. 2. Teil: Auswirkungen auf die verschiedenen Bereiche von Staat und Gesellschaft", Bundestagsdrucksache 10/863, décembre 1983.

CALOT, G.: "Fertility and Nuptiality in Austria, England and Wales, FRG, France, GDR and Switzerland Over the Last 40 Years", INED, Paris 1978 (Mimeo).

CHESNAIS, J.-C.: "Quand un peuple en devient deux: une Allemagne et l'autre", in: Population, Bulletin Mensuel d'Informations Démographiques, Economiques, Sociales, n° 209, INED, Paris 1987.

COUNCIL OF EUROPE (ed.): "Recent Demographic Developments in the Member States of the Council of Europe", Strasbourg 1986.

DEMENY, P.: "Population and the Invisible Hand", The Population Council, Working Paper n° 123, New York 1986.

HECHT, J.: "Süssmilch, Johann Peter, L'Ordre Divin - Aux origines de la démographie, - Traduction originale, avec des études et commentaires rassemblés par Jacqueline Hecht", vol. I et II 1979, vol. III 1984, INED, Paris.

HECHT, J.: "Johann Peter Süssmilch - Ein deutscher Prophet im Ausland", in: BIRG, H. (ed.): "Ursprünge der Demographie in Deutschland. Leben und Werk Johann Peter Süssmilchs (1707-1767)", Francfort/New York 1986.

KAUFMANN, F.X./QUITMANN, J./SCHULZ, M./SIMM, R./STROHMEIER, K.P.: "Familienentwicklung in Nordrhein-Westfalen. Sozialräumliche Kontexte, Modellierung und Mikrosimulation", Materialien des Instituts für Bevölkerungsforschung und Sozialpolitik, vol. 17, Bielefeld 1984.

LINKE, W.: "Amtliche Bevölkerungsvorausschätzungen seit 1926", in: Beiträge aus der bevölkerungswissenschaftlichen Forschung, Boppard a.R. 1983.

MALTHUS, Th.R.: "Essay on the Principle of Population", Londres 1798.

MARSCHALCK, P.: "Bevölkerungsgeschichte Deutschlands im 19. und 20. Jahrhundert", Francfort 1984.

NEUMANN, W./UTERWEDDE, H.: "Industriepolitik: Ein deutsch-französischer Vergleich", Opladen 1986.

SAUVY, A.: "General Theory of Population", New York 1969.

SCHMID, J.: "Bevölkerungsveränderungen in der Bundesrepublik Deutschland", Stuttgart, Berlin 1984.

SCHUBNELL, H.: "Der Geburtenrückgang in der BRD", Stuttgart 1973.

SÜSSMILCH, J.P.: "Die Göttliche Ordnung in den Veränderungen des menschlichen Geschlechts, aus der Geburt, Tod, und Fortpflanzung desselben erwiesen", 1e éd., Berlin 1741.

SÜSSMILCH, J.P.: "Die Göttliche Ordnung in den Veränderungen des menschlichen Geschlechts, aus der Geburt, Tod, und Fortpflanzung desselben erwiesen", 1e part., éd. 1765.

UNITED NATIONS POPULATION DIVISION (ed.): "World Population Prospects - Estimates and Projections as Assessed in 1982", Department of Economic and Social Affairs, Population Studies, n° 86, New York 1985.

WINGEN, M.: "Bevölkerungsentwicklung - eine politische Herausforderung", Bayerische Landeszentrale für politische Bildungsarbeit, Munich 1980.